VAUGEOIS, Denis, *L'Union des deux Canadas, nouvelle Conquête, 1791-1840*. Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1962. 241 p.

C. Nish

Volume 16, numéro 3, décembre 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302222ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302222ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nish, C. (1962). Compte rendu de [VAUGEOIS, Denis, *L'Union des deux Canadas, nouvelle Conquête, 1791-1840*. Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1962. 241 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 16(3), 448–451.
<https://doi.org/10.7202/302222ar>

VAUGEOIS, Denis, *L'Union des deux Canadas, nouvelle Conquête, 1791-1840*. Trois-Rivières, Editions du Bien Public, 1962. 241 pages.

Le livre de M. Vaugeois est le premier, je crois, qui s'inspire des données du professeur Maurice Séguin de l'Université de Montréal touchant la sociologie de la colonisation, et qui les applique à un problème historique concret de la période qui a

suivi la Conquête. L'auteur cite M. Séguin afin de mieux indiquer son but: « Le plus grand devoir, dans l'ordre des idées, est de dénoncer l'aliénation fondamentale, essentielle dont souffre le Canada français » (XVI). Travail de discipline, donc.

L'auteur estime que l'Acte constitutionnel présentait des contradictions et allait créer des problèmes. Il reconnaît que le gouvernement britannique n'avait pas l'intention d'accorder aux Canadiens français la suprématie dans le gouvernement. Le caractère arbitraire des pouvoirs détenus par le gouverneur et le Conseil législatif s'oppose à la liberté et à l'autorité dont essaient de jouir les députés canadiens-français à l'Assemblée.

Le projet de 1810, présenté par le trio diabolique: Mountain, Ryland et Sewell, et appuyé par le gouverneur Craig, apparaît à l'auteur comme le produit logique de différences irréconciliables. Il analyse la dictature de Craig et l'opinion de Sewell sur le problème de « race ». La proposition de Craig visant à régler les difficultés en abolissant les éléments représentatifs contenus dans la constitution et son choix de Ryland, secrétaire provincial, pour lui servir d'émissaire en Grande-Bretagne, n'ont pour but que de noyer les Canadiens français. Le rappel de Craig et la guerre de 1812 firent oublier le conflit pour un certain temps.

Le « Mémoire des Canadiens, novembre 1814 » permet à l'auteur d'analyser la position des Canadiens français à cette date. On y suggère surtout de faire partager le pouvoir exécutif en nommant au Conseil législatif, des membres de la majorité de l'Assemblée et d'accorder à celle-ci une plus grande autorité sur les dépenses de la colonie.

Ce n'est pas avant 1822 que ces deux problèmes présentent les caractères d'une crise. M. Vaugeois fait observer que, de quelque façon, l'Assemblée pouvait imposer un blocus économique parce que les importations et les revenus qu'elles représentaient, entraient par le port de Montréal. La réponse des Anglo-canadiens fut le projet d'union de 1822.

Sans tambour ni trompette, le projet a été soumis à la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne. M. Vaugeois énumère les clauses et les effets possibles de cette mesure néfaste: priver du droit de vote la plupart des électeurs des Canadas; supprimer la langue française; porter atteinte aux droits de l'Eglise catholique, et favoriser la représentation à l'Assemblée des membres du Family Compact et de la Clique du Château. Cette mesure déplut tellement qu'elle dut être retirée. Toutefois, on régla par une autre mesure les différences qui existaient entre les finances des deux Canadas.

Les trois chapitres suivants traitent de la période 1822-1837. Les attitudes se durcissent de part et d'autre: les concessions offertes par les Anglais sont rejetées; les Canadiens français élaborent une ébauche de gouvernement responsable et soutiennent que les concessions britanniques sont insuffisantes et arrivent trop tard. Ils présentent leurs principales réclamations dans les 92 résolutions. L'extrémisme, des deux côtés, aboutit à une lutte désespérée. Le recours aux armes était inévitable.

Une analyse du rapport Durham sert à soutenir et à illustrer la principale thèse de M. Vaugeois. Une seule solution se présente au conflit fondamental: l'union des Canadas. Durham a suggéré et élaboré des moyens constitutionnels d'y atteindre. Ce fut sa grande contribution.

Le dernier chapitre expose l'évolution de la nouvelle constitution: ses compromis et le succès éventuel de l'assimilation politique qu'allait illustrer la coalition des réformateurs modérés, Balwin et Lafontaine.

En conclusion, l'auteur nous donne une idée générale des principes de M. Maurice Séguin et de ceux qui admettent l'hypothèse de la Conquête. Il insiste sur le lien qui existe entre une situation minoritaire et la subordination politique. Cependant, il n'accepte pas « une survivance dans la médiocrité » (220). Il n'accepte pas la formule de la Confédération; il reconnaît que l'indépendance n'est pas probable et conclut que « le vouloir-vivre collectif demeure » (221).

Il est toujours difficile d'évaluer le travail d'un pionnier. L'auteur a réussi à présenter une explication consistante en portant des jugements sur plusieurs constitutions. Là où il échoue, c'est lorsqu'il utilise des normes d'analyse sans les justifier.

On peut accepter ou refuser les hypothèses de M. Maurice Séguin sur la colonisation et sur la nature de la provincialisation, mais on se doit d'abord de les exposer; l'auteur cite M. Séguin comme une autorité sans nous faire connaître sur quelles idées générales ce dernier fonde ses vues sur la politique, l'économie, la sociologie, etc. . . .

La position des Anglo-canadiens n'est pas suffisamment étudiée, ce qui constitue une faiblesse sérieuse dans cet ouvrage. Cette position était beaucoup plus complexe que ne le dit M. Vaugeois. Le gouvernement libre et responsable ne forment qu'un aspect du problème. Leur désir de dominer les Canadiens français en est un autre. L'Anglo-canadien, dans le domaine économique, devait lutter pour son indépendance à l'égard des

Britanniques et des Américains. Les traditions constitutionnelles britanniques et la foi sincère des Anglo-canadiens en ces traditions créèrent des tensions politiques et des contradictions auxquelles on devait trouver des solutions.

Voilà un livre qui demeure très utile en dépit d'erreurs techniques déplorables. Les renvois ne sont pas toujours indiqués de la même façon et bien des livres auxquels on nous réfère n'apparaissent pas dans la bibliographie. Moins de précipitation et plus de réflexion permettront à M. Vaugeois de nous présenter de meilleurs travaux à l'avenir.

C. NISH,
*Dept. d'Histoire,
Collège Militaire Royal
de St-Jean.*